



Glossaire économique

Accélérateur financier: Désigne la réaction des conditions sur le marché du crédit à des "chocs" sur l'économie, cette réaction pouvant amplifier et diffuser les effets du choc. Par exemple, les ménages et les entreprises peuvent rencontrer plus de difficultés à obtenir des crédits en période de repli de l'activité économique, ce qui peut aggraver et prolonger ce repli.

Agent économique: Un agent économique est une entité qui adopte un comportement économique. Il s'agit des entreprises, des consommateurs, ou des administrations.

Agrégé(e) : total(e) pour l'ensemble de l'économie.

Amplitude: Distance entre le point haut et le point bas d'un cycle conjoncturel. En règle générale, plus l'amplitude d'un cycle est grande, plus les fluctuations de l'activité économique au cours de ce cycle sont marquées.

Assainissement des finances publiques: Politique visant à réduire les déficits des administrations publiques et l'accumulation de la dette publique.

Assiette d'assujettissement: Ce sont les éléments sur lesquels est calculé l'impôt ou les cotisations sociales. Ces éléments peuvent être des revenus, la consommation (TVA), des produits (Produits Pétroliers). Cette assiette concerne des catégories d'agents : consommateurs pour la TVA, employeurs et employés pour les cotisations sociales.

Balance commerciale : Balance partielle retraçant, d'une part, les exportations de marchandises qui assurent la rentrée de devises et les importations qui entraînent la sortie de devises.

Balance des opérations courantes: Indicateur synthétique des échanges commerciaux et des opérations de paiement d'un pays avec le reste du monde.

BCE: Banque centrale européenne dans le cadre de l'Union économique et monétaire européenne.

Bien économique: Un bien, pour être économique, doit remplir les conditions suivantes : satisfaire un besoin (que celui-ci soit moral ou non, licite ou non, tangible ou non), il doit être disponible et être rare.

Biens complémentaires : Deux biens sont dits complémentaires lorsque leur élasticité croisée est négative.

Biens et services marchands: Biens et services destinés normalement à être vendus sur le marché à un prix calculé pour couvrir leur coût de production. Sont marchands tous les biens et services produits par les branches d'activité marchande et tous les biens et services importés (à l'exception de ceux qui sont achetés directement à l'extérieur par les administrations publiques dans le cadre de leurs opérations courantes et par les ménages). Cela comprend également la partie de la production des branches des administrations publiques et des institutions privées sans but lucratif au service des ménages, dont le prix de vente répond aux conditions décrites ci-dessus (couverture des coûts).

Biens substituables: Deux biens sont dits substituables lorsque leur élasticité croisée est supérieure à zéro.

Branche économique: Une branche économique se caractérise un produit principal (exemple : la branche automobile s'intéresse uniquement au circuit "production/revenu/dépenses" lié l'automobile

BRI: Banque des règlements internationaux.

Capacité de financement: Excédent des actifs financiers nets des agents économiques par rapport à la variation nette des engagements qu'ils ont contractés.

Capital : 1. stock des infrastructures et des équipements utilisés à des fins de production ; 2. fonds permettant l'accumulation du capital défini sous 1.

Capital humain: Une éducation qui permet aux personnes de gagner un revenu. Le capital humain peut augmenter grâce à des investissements dans l'éducation, la formation continue ou la prévention. Avec les investissements en capital physique, il s'agit d'un élément essentiel pour la croissance économique. Les preuves empiriques sont parfois ambiguës, en particulier parce que la mesure du capital humain reste un défi empirique, même dans un seul pays. Les bénéfices non-économiques de l'éducation sont très valables.

Choc : modification exogène d'une relation économique, telle que la courbe de demande agrégée ou la courbe d'offre agrégée.

Chômage conjoncturel : chômage associé aux fluctuations économiques de court terme; écart du taux de chômage par rapport à son taux naturel.

Chômage frictionnel : chômage provoqué par le temps qu'il faut aux travailleurs pour rechercher et trouver les emplois correspondant le mieux à leurs capacités et à leurs goûts.

Chômage structurel: Taux de chômage compatible avec une inflation salariale constante (NAWRU), ou une inflation des prix constante (NAIRU), dans des conditions économiques données.

Coefficient de corrélation: Indicateur permettant d'apprécier dans quelle mesure deux variables ont tendance à évoluer ensemble. La valeur de ce coefficient est comprise entre plus et moins 1, ce qui indique la vigueur et le sens de la relation.

Commerce mondial (croissance du): Égale à la moyenne arithmétique de la croissance du volume des importations mondiales et du volume des exportations mondiales.

Compétitivité: Indicateur mesurant l'avantage ou le désavantage d'un pays lors de la vente de ses produits sur les marchés internationaux. Le Secrétariat de l'OCDE calcule deux indicateurs de compétitivité reposant sur la différence entre les coûts unitaires de main-d'œuvre d'un pays et de ses concurrents dans l'industrie manufacturière et les prix à la consommation, les deux indicateurs étant exprimés dans une même unité monétaire. L'OCDE établit aussi des indices de taux de change effectifs nominaux.

Comptabilité nationale : système comptable qui mesure le PIB et ses diverses composantes.

Concurrence : situation dans laquelle les particuliers ou les entreprises sont tellement nombreux que l'action de l'un quelconque d'entre eux n'influence pas le prix du marché.

Concurrence pure et parfaite: Pour qu'un marché soit en concurrence pure, il doit satisfaire aux trois conditions suivantes : 1. l'atomicité du marché : le marché est supposé être composé d'une infinité d'acteurs, offreurs et demandeurs, de sorte que le prix ne peut être fixé par l'un des acteurs pris isolément; 2. l'homogénéité du produit : pour parler de concurrence pure, il est évident que le produit doit être homogène. Si un producteur pratique la différenciation des produits, il va être au moins temporairement en situation de monopole; 3. la libre entrée et la libre sortie du marché : sur un marché de concurrence pure, les acteurs (offeurs et demandeurs) doivent pouvoir entrer et sortir librement du marché. Ceci signifie qu'il ne doit pas y avoir de barrières à l'entrée (réglementaires, tarifaires ou coûts d'entrée ou coûts fixes importants). De même, les acteurs doivent pouvoir sortir librement du marché. Afin que le marché de concurrence pure soit un marché de concurrence parfaite, il faut adjoindre les deux conditions supplémentaires qui suivent : 4. l'information parfaite et complète sur le marché : celle-ci est donnée par le prix. Il est donc considéré comme un vecteur d'information; 5. la mobilité des facteurs de production : afin de permettre l'ajustement entre offreurs et demandeurs sur le marché, les prix doivent être parfaitement flexibles. Des lors, les coûts de production qui, normalement, sous-tendent le prix d'offre, doivent, eux aussi, être flexibles. Pour ce faire, les facteurs de production sont censés être mobiles pour assurer une plus grande fluidité sur les marchés des facteurs et par suite sur les marchés des biens et services.

Conditions monétaires: Si l'on considère que les taux d'intérêt comme le taux de change sont des indicateurs pertinents de l'orientation de la politique monétaire, il est possible de rendre compte des conditions monétaires au moyen d'un indice associant ces indicateurs en fonction de leur importance relative pour la demande finale. Un indice des conditions monétaires (ICM) a été introduit pour la première fois par la Banque du Canada. Il est normalement égal à une moyenne pondérée du taux d'intérêt à court terme et d'un taux de change effectif (à savoir pondéré des échanges commerciaux), dans laquelle les deux composantes sont exprimées sous forme d'écart par rapport à leur valeur pour une année de référence (l'écart du cours de change en termes logarithmique, un écart positif traduisant une

dépréciation de la monnaie nationale). Ainsi, les mouvements à la hausse d'un ICM reflètent un durcissement relatif et les mouvements à la baisse un assouplissement relatif de la politique monétaire. De nombreuses versions de l'ICM font appel à des taux d'intérêt et des taux de change en termes réels et non pas nominaux. Les pondérations sont généralement calculées à partir d'une estimation des élasticités des taux d'intérêt et du taux de change à long terme. Les ICM ont aussi été élargis pour prendre en compte les écarts de rendement et/ou les cours des actions (" indice de conditions financières ").

Consolidation (de la dette publique): Les statistiques d'endettement présentées dans les Perspectives économiques sont consolidées dans toute la mesure du possible, compte tenu des limites que présentent les données.

Consommation : biens et services achetés par les consommateurs.

Contagion: Phénomène par lequel les perturbations observées sur les marchés de capitaux d'un pays ou d'une région déclenchent une crise financière dans d'autres pays ou régions.

Correction des variations saisonnières: Les séries statistiques sont corrigées des variations saisonnières et, dans certains cas, des variations du nombre de jours travaillés. Lorsqu'elles sont disponibles, les données corrigées des variations saisonnières sont collectées directement auprès des sources statistiques nationales ; sinon, la méthode de désaisonnalisation utilisée est la norme ARIMA X-11, élaborée par le Bureau of the Census des États-Unis et qui intègre des techniques générales de lissage et des analyses spectrales. Le cas échéant, les séries sont aussi corrigées des variations du calendrier (par exemple, le nombre de jours ouvrables par mois) et soumises à une contrainte de cohérence statistique sur l'ensemble de l'année.

Corruption: D'une manière générale il s'agit d'un abus d'un pouvoir délégué pour obtenir des gains privés. La corruption peut être classifiée entre la grande, la petite et la politique, selon le montant impliqué et le secteur concerné. La grande corruption consiste en des actes commis à un haut niveau de gouvernement, qui biaise les pratiques administratives et le fonctionnement de l'État, enrichissant les leaders politiques au dépend du bien public. La petite corruption se réfère à des abus réguliers par des officiels de rang moyen ou inférieur dans leurs interactions avec le public, souvent pour permettre l'accès à des biens publics de base comme les hôpitaux, les écoles, la police. La corruption politique est une manipulation des pratiques administratives, des institutions ou des procédures officielles touchant à l'allocation des ressources ou au financement des décideurs politiques, afin que ces derniers puissent maintenir leur pouvoir, leur statut ou leur fortune. La corruption est toujours nuisible à l'économie en diminuant les investissements, l'éducation, l'attractivité économique d'un pays et le taux de croissance. Néanmoins certaines formes de corruption sont moins dommageables que d'autres, par exemple si elle est prévisible. L'absence de corruption apporte des bénéfices économiques considérables, en particulier en permettant le développement d'institutions permettant à une économie de marché de fonctionner effectivement. On peut mentionner : un pouvoir judiciaire indépendant, une presse libre, des fonctionnaires bien rémunérés et une économie où les entreprises entrent en concurrence pour accéder aux consommateurs et aux facteurs de production.

Cotisation sociale: Ce sont des prélèvements opérés essentiellement sur le travail mais aussi, de façon plus marginale sur le capital, servant à financer les prestations sociales.

Coûts unitaires de main-d'œuvre: Salaires et traitements à l'inclusion des cotisations patronales de sécurité sociale, par unité produite.

Croissance extensive: C'est la part de la croissance économique qui découle uniquement d'une augmentation des facteurs de production au sein de l'économie : travail, capital et terre, c'est-à-dire sans augmentation de la productivité totale des facteurs.

Cycle conjoncturel : fluctuations de la production, des revenus et de l'emploi affectant l'ensemble de l'économie. Il existe de nombreuses façons de mesurer les cycles conjoncturels. En règle générale, un cycle est représenté par les fluctuations de l'activité économique autour de sa tendance, estimée sur la base d'un indicateur donné. Un cycle complet couvre la période comprise entre le moment où l'activité est proche de son niveau tendanciel et celui où elle y revient après s'être élevée au-dessus de ce niveau puis être passée au-dessous ou inversement.

Déficit budgétaire : écart négatif des recettes par rapport aux dépenses.

Déficit budgétaire corrigé des variations conjoncturelles : déficit budgétaire corrigé de l'impact du cycle conjoncturel sur les dépenses et les recettes de l'État ; déficit budgétaire qui surviendrait si la production et l'emploi de l'économie étaient à leurs taux naturels.

Déflateur du PIB : rapport du PIB nominal au PIB réel ; mesure du niveau général des prix traduisant le coût du panier de biens et de services actuellement produits par rapport à son coût au cours d'une année choisie comme année de base.

Déflation : baisse du niveau général des prix

Dépenses publiques : biens et services achetés par l'État.

Dépression : récession particulièrement grave.

Déséconomie d'échelle: Soit la production d'un bien x , soient les deux facteurs de production K , le capital et L , le travail, nécessaires pour produire x , on parle de déséconomie d'échelle ou de rendement d'échelle décroissant si l'entreprise voulant multiplier sa production d'un coefficient " b " a multiplié pour ce faire, K et L , d'un coefficient plus grand que " b ". La conséquence des déséconomies d'échelle (mais ce n'est qu'une conséquence et non la définition) est l'augmentation du coût moyen.

Désinflation : réduction du rythme de hausse des prix.

Dette publique brute: Ensemble des engagements financiers des administrations publiques, principalement sous forme de bons et d'obligations émis par les pouvoirs publics. Pour la dette publique, telle qu'elle est définie dans le Traité de Maastricht et aux fins de sa mise en œuvre, on se référera au Règlement du Conseil de l'UE n°3605/93, décembre 1993, voir les notes relatives au tableau 60 de l'annexe.

Dette publique nette: Ensemble des engagements financiers diminué de l'ensemble des actifs financiers des administrations publiques. Les actifs financiers du secteur des administrations publiques ont une contrepartie à l'extérieur de ce secteur. Les exceptions à cette règle sont constituées par l'or monétaire et les Droits de tirage spéciaux, actifs financiers n'ayant pas de contrepartie. L'or monétaire et les Droits de tirage spéciaux peuvent être pris en compte dans les actifs du secteur des administrations centrales ou être classés dans les actifs de la banque centrale, cette affectation étant laissée à la discrétion des pouvoirs publics.

Ecart de production: Différence entre le PIB effectif et le PIB potentiel exprimée en pourcentage du PIB potentiel.

Économie d'échelle: Soit la production d'un bien x , soient les deux facteurs de production K , le capital et L , le travail, nécessaires pour produire x , on parle d'économie d'échelle ou de rendement d'échelle croissant si l'entreprise voulant multiplier sa production d'un coefficient " b " a multiplié pour ce faire, K et L , d'un coefficient plus petit que " b ". La conséquence des économies d'échelle (mais ce n'est qu'une conséquence et non la définition) est la diminution du coût moyen.

Économie ouverte: économie dans laquelle les gens peuvent librement échanger internationalement des biens et des actifs financiers.

Économie réelle: La notion d'économie réelle s'apparente aux échanges de biens, de services, de capitaux et de travail.

Effets de richesse: Effets sur la dépense privée suscités par un changement de la richesse. Les effets de richesse sont généralement associés à des changements de la valeur des actions, des obligations et des biens immobiliers.

Effets d'entraînement: Effets sur d'autres variables/secteurs résultant de l'évolution d'une variable de ou de l'activité d'un secteur.

Effets de réseaux: Il apparaît lorsque la valeur d'un bien ou d'un service pour un consommateur augmente en fonction du nombre de personnes qui l'utilise. Par exemple la valeur des services téléphoniques dépend du nombre de personnes atteignables par téléphone. Un effet de réseau donne un avantage économique considérable à l'entreprise qui est propriétaire du réseau. Il est assez difficile aux nouvelles entreprises de convaincre les consommateurs de rejoindre leur réseau, lorsque ce dernier démarre avec peu d'adhérent. Les marchés ayant un effet de réseau sont souvent dominés par quelques entreprises, voire un monopole.

Élasticité : variation en pourcentage d'une variable provoquée par une variation de 1% d'une autre variable.

Élasticité croisée: Soient deux biens x et y . L'élasticité croisée mesure la sensibilité en pourcentage de la variation du prix de y sur la demande de x . Cette élasticité peut être

positive (biens substituables), nulle (biens indépendants) ou négative (biens complémentaires).

Élasticité prix: Soit x , un bien ou un service. L'élasticité prix mesure la sensibilité de la demande de x à la suite de la variation en pourcentage du prix de x .

Élasticité revenu: Soit x un bien et R le revenu. L'élasticité revenu est la sensibilité de la demande de x par rapport à la variation de un pourcentage de R .

Entreprises publiques: Unités de production marchandes gérées par l'administration et sociétés publiques. Ces deux catégories comprennent les organisations qui, entièrement ou principalement, appartiennent aux pouvoirs publics et/ou sont contrôlées par eux et sont formées d'établissements qui, du fait de leur genre d'activité, de leur technologie ou de leur mode d'exploitation, sont rangés dans les branches d'activités marchandes.

Épargne des ménages: Épargne du secteur des ménages, exprimée en pourcentage du revenu disponible du secteur des ménages.

Épargne nationale : revenu de la nation diminué de la consommation des ménages et des dépenses publiques ; somme de l'épargne privée et de l'épargne publique.

Épargne publique : recettes publiques moins dépenses publiques ; excédent budgétaire.

Équilibre : état d'équilibre entre deux forces opposées, telles que l'offre et la demande sur un marché.

Équilibre général : équilibre simultané de tous les marchés de l'économie.

Équivalence ricardienne : théorie selon laquelle les consommateurs tournés vers l'avenir anticipent intégralement les impôts futurs qu'implique la dette publique, de telle sorte que l'emprunt que fait aujourd'hui l'État, associé à l'impôt qu'il devra lever à l'avenir pour rembourser cet emprunt, a exactement le même impact sur l'économie qu'un impôt aujourd'hui.

Estimation du soutien aux producteurs - ESP: Indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. L'ESP mesure le soutien découlant des politiques en faveur de l'agriculture par rapport à la situation qui prévaudrait en l'absence de ces dernières, c'est-à-dire lorsque les producteurs sont soumis uniquement aux politiques nationales à caractère général (politiques économique, sociale, environnementale et fiscale). Elle est brute en ce sens qu'aucun des coûts associés à ces politiques et supportés par les producteurs individuels n'est déduit. Elle fait en outre référence au soutien nominal, ce qui signifie que la majoration des coûts liée aux droits à l'importation sur les intrants n'est pas déduite. Cet indicateur est toutefois mesuré déduction faite des contributions des producteurs au financement de la mesure (prélèvements à la production, par exemple) donnant lieu à un transfert donné aux producteurs. L'ESP comprend des transferts implicites et explicites. L'ESP en pourcentage exprime le rapport de l'ESP à la valeur du total des recettes brutes de l'exploitation, mesurées par la valeur de la production totale (aux prix à la sortie de l'exploitation), plus le soutien budgétaire.

Estimations à prix constants: En théorie, les composantes de prix et de quantité d'une valeur sont identifiées et le prix de la période de référence se substitue à celui de la période courante.

Evolution structurelle: Il s'agit de la réallocation des ressources (travail et capital) entre les branches économiques en fonction de l'évolution des conditions économiques. Cela peut être dû à un changement permanent dans les préférences des agents économiques ou de la technologie, ou en matière de politique économique.

Externalité: Cela caractérise le fait qu'un agent économique crée par son activité un effet externe en procurant à autrui, sans contrepartie monétaire, une utilité ou un avantage de façon gratuite, ou au contraire une désutilité, un dommage sans compensation.

Facteur de production: facteur utilisé pour produire des biens et des services ; par exemple, capital et travail.

Flux: variable mesurée en termes de quantité par unité de temps.

FMI: Fonds monétaire international.

Fonction de production: relation mathématique montrant comment les quantités des facteurs de production déterminent les quantités produites de biens et de services ; par exemple, $Y=F(K, L)$.

Hystérèse: impact durable sur l'histoire économique, notamment sur le taux naturel de chômage.

Impôts indirects: Impôts payés par les producteurs assis sur la production, la vente, l'achat ou l'utilisation de biens ou de services.

Impôts sur le revenu: Prélèvements réguliers des pouvoirs publics sur les revenus provenant du travail, de la propriété, des gains en capital et sur les autres revenus. Les impôts sur le revenu ne comprennent pas les cotisations sociales. Les impôts sur la propriété immobilière et sur la propriété foncière bâtie et non bâtie, s'ils constituent une simple modalité administrative de calcul et de recouvrement de l'imposition des revenus, sont inclus dans cette catégorie d'impôts.

Impôts: C'est une contribution versée à l'État, sans affectation à une dépense particulière.

Indice de restriction des échanges - IRE: Indicateur des pertes de bien-être provoquées par des instruments de politique commerciale. L'IRE pondère les mesures de politique commerciale par les pertes de bien-être qui leur sont associées afin de calculer un indicateur synthétique. La mise en œuvre de cette technique est exigeante en termes de contraintes statistiques.

Indice des prix à la consommation (IPC): mesure du niveau général des prix traduisant le coût d'un panier donné de biens de consommation par rapport au coût de ce même panier au cours d'une année choisie comme année de base.

Industries de réseaux: Un ensemble de connections entre une multitude d'agents se partageant certaines caractéristiques communes. Les réseaux facilitent en général les échanges entre les agents économiques. Cela concerne en particulier toutes les formes de communications et de transports, les réseaux d'eaux et d'électricité, ainsi que de la partie du système financier permettant les échanges.

Inflation: Augmentation du niveau général des prix. Note : si le prix d'un bien augmente, on ne parle pas alors d'inflation.

Intermédiation financière: processus par lequel des ressources sont transférées des particuliers qui souhaitent épargner une partie de leur revenu en vue de leur consommation future vers les particuliers et les entreprises qui souhaitent emprunter pour acheter des biens d'équipement destinés à leur production future.

Investissement: biens achetés par les particuliers et les entreprises pour accroître leur stock de capital.

Investissement direct étranger - IDE: Un investissement étranger est répertorié comme un investissement direct si l'investisseur étranger détient au moins 10 pour cent des actions ordinaires ou des droits de vote d'une entreprise et exerce une certaine influence sur sa gestion. Cette notion appelle certaines réserves liées au concept et à sa définition. Premièrement, les flux d'investissement direct ne recouvrent pas les investissements effectués par le biais du marché financier du pays d'accueil ou au moyen d'autres sources de financement qui ne passent pas par le pays de l'investisseur. Deuxièmement, un certain nombre d'investisseurs étrangers peuvent détenir une participation majoritaire dans des sociétés, tout en possédant moins de 10 pour cent des actions ordinaires. Or, ces investissements peuvent ne pas être pris en compte et on considérera dès lors que ces sociétés sont contrôlées par des ressortissants du pays concerné. En outre, les mouvements de capitaux par le biais de sociétés holdings peuvent provoquer un gonflement artificiel des flux d'investissement lorsque ces capitaux entrent et sortent d'un pays. En ce qui concerne la définition, certains pays adoptent un seuil différent de 10 pour cent pour distinguer l'IDE de l'investissement de portefeuille. Les comparaisons de données entre les pays peuvent donc induire en erreur dans la mesure où la collecte de statistiques repose sur des pratiques de comptabilisation différentes.

Investissement matériel ou immatériel: Opération économique consistant pour une entreprise acquérir des biens de production (investissement matériel) ou effectuer certaines dépenses ayant pour but de développer le potentiel de l'entreprise pour l'avenir (investissement immatériel).

Investissement résidentiel: logements nouveaux achetés par les gens pour y vivre et par les propriétaires immobiliers pour les louer.

Législation en matière de protection de l'emploi: La législation en matière de protection de l'emploi fait référence à la réglementation concernant à la fois l'embauche (par exemple,

conditions d'utilisation des contrats fixes ou temporaires, exigences en matière de formation) et le licenciement (par exemple, procédures de licenciements, indemnités de licenciement).

Levier financier: Recours à des fonds empruntés pour accroître la rentabilité et le pouvoir d'achat. Du point de vue comptable et financier, il s'agit de l'encours de la dette à long terme par rapport aux fonds propres. Plus le ratio est élevé, plus le levier financier est important.

Liberté économique: Elle concerne la liberté de décision des agents économiques sur les marchés : 1. La liberté des consommateurs d'allouer leur dépense là où ils le veulent, 2. La liberté des travailleurs de changer de travail et de rejoindre un syndicat, 3. La liberté des individus de créer des entreprises et de décider ce qu'ils veulent produire et comment, 4. La liberté d'épargnants de décider où et quand ils veulent investir. La liberté économique est définie en Suisse par l'article 94 "Principe de l'ordre économique" dans la Constitution fédérale de la Confédération suisse.

Liquidité: Qualité des marchés particulièrement actifs sur lesquels des ordres importants peuvent être facilement exécutés moyennant un impact négligeable sur les prix.

Macroéconomie: Discipline qui cherche à comprendre comment le circuit ou le système économique se régule et quelles sont les interactions entre les variables du système. Définition de la macro-économie selon Attali et Guillaume : étude des mécanismes de production, de consommation et d'échanges dans une structure sociale donnée et des relations entre ces mécanismes et cette structure.

Marché des capitaux: Marché assurant la liaison entre les agents capacité de financement (notamment les ménages par le biais de l'épargne) et les agents besoin de financement (notamment les entreprises par le biais de l'emprunt). Ce marché comprend le marché des capitaux à court terme ou marché monétaire et le marché des capitaux à long terme ou marché financier. Tous les agents y ont librement accès depuis les années 80.

Marché: C'est le lieu réel ou fictif sur lequel s'échange un bien, un service, le travail, le capital, la monnaie.

Masse monétaire: Stock total de monnaie d'un pays (ou d'un groupe de pays dans le cadre d'une union monétaire comme la zone euro).

Masse salariale: Ensemble des salaires et des cotisations sociales des employeurs.

Microéconomie: C'est la discipline qui cherche à analyser le comportement économique des agents. Ces agents optimisent leur objectif tout en respectant les contraintes auxquelles ils sont soumis.

Modèle : représentation simplifiée de la réalité faisant appel à des graphiques ou à des équations pour montrer les interactions entre variables.

Modélisation: C'est un outil, le plus souvent formulé grâce à des équations et utilisant les statistiques, permettant de confronter la théorie (abstraction) à la réalité.

Monnaie: C'est un bien, accepté par tous, qui permet de dénouer une dette aisément, rapidement et sans coûts de transaction.

Monopole: C'est un marché sur lequel il n'y a qu'un offreur. Le prix de monopole est supérieur au prix de concurrence.

Monopsone: C'est un marché sur lequel il n'y a qu'un demandeur. Le prix de monopsone est inférieur au prix de concurrence.

Niveau général des prix: la parité des pouvoir d'achat divisée par le taux de change effectif.

Normes de solvabilité: Montant minimum du capital (fonds propres) que les institutions financières doivent détenir par rapport à leurs actifs ; il est déterminé par les autorités de tutelle des marchés de capitaux. Ces normes sont destinées à assurer la présence d'un capital suffisant pour absorber des pertes probables. Il a été convenu en 1988 à la Banque des règlements internationaux que le ratio minimum des fonds propres des banques internationales par rapport à leurs actifs corrigés des risques devait atteindre 8%.

Obstacles non douaniers: Ensemble des obstacles commerciaux qui ne sont pas constitués par des droits de douane. A titre d'exemples, on retiendra les droits compensateurs et les droits antidumping, les restrictions « volontaires » des exportations, les subventions permettant de maintenir l'activité d'entreprises déficitaires, les obstacles techniques au commerce et les obstacles à l'établissement et à la prestation de services. De plus, ce terme couvre souvent certaines mesures intérieures comme les limitations de distribution et les pratiques anticoncurrentielles qui peuvent aussi fausser les échanges au même titre que des mesures aux frontières. Certains de ces instruments, notamment les règlements techniques, les normes minimales et les systèmes de certification concernant la

santé et la sécurité des consommateurs ne constituent pas ipso facto des obstacles au commerce, dans la mesure où ils sont généralement employés pour répondre à des objectifs légitimes de l'action des pouvoirs publics. Toutefois, on peut avoir le sentiment, dans certains cas, que ce type d'instruments d'action donne lieu à des utilisations abusives.

Obstacles techniques au commerce - OTC: Règlements techniques, normes minimales et systèmes de certification en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement et visant à accroître les informations disponibles sur les produits, qui peuvent se traduire par l'érection d'obstacles techniques au commerce (OTC). Les OTC sont principalement suscités par les disparités d'application des règlements techniques, des normes et systèmes de certification entre les fournisseurs nationaux et étrangers, même si le fait que ces dispositifs sont différents selon les pays peut en soi constituer un obstacle aux échanges. Dans la pratique, il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les normes sont appliquées ou mises en œuvre de façon différenciée.

Oligopole: C'est un marché sur lequel n'existent que quelques offreurs. Le prix sur un marché oligopolistique est compris entre le prix de monopole et le prix de concurrence.

Oligopsonie: C'est un marché sur lequel n'existent que quelques demandeurs. Le prix sur un marché oligopolistique se situe entre le prix de concurrence et le prix de monopsonie.

Optimum au sens de Pareto: dans le cadre d'un choix de deux termes (x et y), une situation est optimale au sens de Pareto si on ne peut plus choisir x sans restreindre le choix de y . La situation est sous-optimale s'il est possible de choisir en même temps x et y . On dit aussi qu'une situation économique est optimale au sens de Pareto s'il n'est plus possible d'améliorer la situation d'un individu sans dégrader celle d'au moins un autre individu. La situation est sous-optimale si tout le monde était d'accord pour la modifier ou, du moins pour ne pas s'opposer à sa modification.

Organisation mondiale du commerce - OMC: Organisation internationale traitant des règles mondiales des échanges commerciaux entre nations. Sa principale fonction consiste à assurer que les échanges se déroulent dans toute la mesure du possible librement, sans heurts et de façon prévisible. Ce système - connu sous le nom de système multilatéral d'échanges - est centré sur les accords de l'OMC, négociés et signés par la grande majorité des nations commerçantes dans le monde et ratifiés par leurs parlements. Ces accords constituent les bases juridiques du commerce international. Pour l'essentiel, il s'agit de contrats, garantissant aux pays membres des droits commerciaux considérables. Ils obligent en outre les gouvernements à maintenir leur politique commerciale dans des limites convenues. Si ces accords ont été négociés et signés par les gouvernements, leur objet est néanmoins d'aider les producteurs de biens et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs affaires.

Pacte de stabilité et de croissance: Pacte servant de cadre, depuis son adoption en 1997, pour la coordination des politiques budgétaires des États de l'UE. Il y est stipulé que les États membres sont d'accord pour se donner pour objectif à moyen terme d'afficher un solde budgétaire "proche de l'équilibre ou excédentaire". Cette condition est en effet jugée nécessaire pour permettre le jeu des stabilisateurs automatiques pendant les phases normales de tassement de l'activité sans que le déficit budgétaire s'en trouve porté à un niveau supérieur à 3 pour cent du PIB. Tout pays dont le déficit global de l'administration publique excède ce seuil peut se voir soumis à des pénalités financières à moins que le Conseil européen n'estime qu'il s'agisse d'une situation temporaire se justifiant par des circonstances exceptionnelles. Chaque année, tous les États membres établissent un programme de stabilité (pour ceux qui appartiennent à la zone euro) ou de convergence (pour les autres) exposant les principales orientations de leur politique budgétaire pour les quelques années à venir. Ce programme est soumis à la Commission et, en fonction des recommandations de cette dernière, entériné par le Conseil européen assorti d'un avis publié.

Parités de pouvoir d'achat - PPA: Pour effectuer des comparaisons internationales de PIB, il faut réunir deux conditions. D'abord, la base de calcul du PIB doit être cohérente pour les pays sous revue. Ensuite, l'unité dans laquelle est exprimé le PIB, le numéraire, doit être comparable. La façon la plus simple de comparer le PIB de deux pays consiste à convertir chaque montant (ou mieux le montant par habitant) en une monnaie commune en recourant à des taux de change officiels. Toutefois, on admet généralement que cette méthode est inadaptée parce que les taux de change officiels ne reflètent pas convenablement le pouvoir

d'achat comparé des monnaies locales sur leurs propres marchés. Le concept de parité de pouvoir d'achat (PPA) a été élaboré en vue d'introduire un nouveau facteur de conversion du PIB, de façon à pouvoir effectuer des comparaisons du PIB en prix et en volume reposant sur des données comparables internationalement. Les PPA sont les taux de conversion des monnaies auxquels les pouvoirs d'achat des différentes monnaies sont égaux. En d'autres termes, une somme d'argent donnée, lorsqu'elle est convertie en différentes monnaies aux PPA, permet d'acheter le même panier de biens et services dans tous les pays. Ce sont donc les taux de conversion des monnaies qui éliminent les différences de niveaux des prix entre les pays. En conséquence, lorsque des dépenses entrant dans le calcul du PIB de différents pays sont converties dans une monnaie commune à l'aide des PPA, elles sont en fait exprimées à l'aide du même ensemble de prix internationaux, de sorte que les comparaisons entre pays ne reflètent que des différences des volumes de biens et de services achetés. En revanche, les dépenses converties dans une monnaie commune à l'aide des cours de change rendent compte non seulement des différences entre les volumes achetés dans les différents pays, mais aussi des différences de niveaux de prix entre les pays. Les cours de change ne rendent pas compte des pouvoirs d'achat relatifs des différentes monnaies et ne constituent donc pas les taux de conversion monétaires permettant d'effectuer des comparaisons internationales de volume. Les dépenses entrant dans le calcul du PIB converties aux cours de change restent pour l'essentiel des indicateurs nominaux; les mêmes dépenses converties à l'aide des PPA sont des indicateurs réels. Les PPA établies par l'OCDE ne sont pas pertinentes à cet égard, dans la mesure où elles ne font pas uniquement référence aux biens et services faisant l'objet d'échanges, produits sur le plan intérieur, évalués aux prix à l'exportation. Elles ont plutôt été calculées à des fins spécifiquement statistiques en vue de permettre des comparaisons internationales en prix et en volume des dépenses entrant dans le calcul du PIB et de leurs composantes. À ce titre, elles font référence à tout l'éventail des biens et services finaux qui composent le PIB dans son ensemble, y compris de nombreux postes, comme la construction et les services non marchands des administrations publiques. De plus, ils sont évalués aux prix du marché intérieur et sont calculées en utilisant des pondérations des dépenses qui reflètent principalement la demande intérieure. Les dépenses sont présentées dans les publications de l'OCDE en termes aussi bien réels que nominaux. Les valeurs réelles sont exprimées aux prix internationaux en dollars des États-Unis; les valeurs nominales sont exprimées aux prix nationaux en dollars des États-Unis comme en monnaie nationale (le choix du dollar des États-Unis comme unité monétaire commune est une question de pure convention sans effet sur les positions relatives des pays).

Petite économie ouverte: économie ouverte dont le taux d'intérêt est donné par les marchés financiers internationaux ; économie qui, en raison de sa taille, n'a qu'un impact négligeable sur les marchés internationaux et en particulier sur le taux d'intérêt mondial.

PIB: voir produit intérieur brut.

PIB potentiel: Défini dans les Perspectives économiques comme le niveau de la production qu'une économie peut atteindre à taux d'inflation constant. Même si une économie peut temporairement dépasser son niveau potentiel de production, c'est au prix d'une accélération de l'inflation. La production potentielle dépend du stock de capital, de la main-d'œuvre potentielle (qui dépend elle-même de facteurs démographiques et des taux d'activité), du NAIRU (taux de chômage stabilisant l'inflation), et du niveau d'efficacité de la main-d'œuvre.

PNB: voir produit national brut.

Politique budgétaire: choix de l'État en matière de fixation des niveaux des dépenses et des recettes.

Politique de stabilisation: politique économique visant à limiter l'ampleur des fluctuations économiques de court terme.

Politique monétaire: choix de la banque centrale relatifs à l'offre de monnaie.

Population active: fraction de la population totale en âge de travailler (15-64 ans) qui a un emploi ou qui en recherche un.

Population active occupée: Nombre d'actifs occupant effectivement un emploi.

Population active: Nombre d'actifs occupés et de demandeurs d'emploi (inoccupés).

Prêteur en dernier ressort: Organisme prêteur, normalement une banque centrale, qui apporte aux institutions financières des fonds qu'elles ne peuvent pas emprunter sur le

marché. L'apport de ces concours est destiné à se prémunir contre des problèmes systémiques résultant de pénuries de liquidité touchant des institutions.

Prévisions ou scénarios à moyen terme: Scénarios à 5-6 ans réalisés et publiés dans le cadre des exercices de prévision de l'OCDE. Fondamentalement, ils rendent compte des conditions à remplir pour rétablir l'équilibre global des économies sur le moyen terme – c'est-à-dire combler l'écart entre les niveaux effectifs et potentiels de la production et de l'emploi. Ils servent habituellement de référence pour la simulation économétrique des effets, sur la situation macro-économique de diverses hypothèses concernant la politique économique ou d'autres facteurs influant sur le résultat des projections.

Prix des facteurs: rémunération d'une unité d'un facteur de production.

Prix relatif: Le prix relatif de deux biens est le prix du bien exprimé en quantité de l'autre bien.

Production du secteur des entreprises: Production totale de l'économie diminuée des activités du secteur des administrations publiques, à savoir la consommation et la formation brute de capital des administrations publiques.

Production: Ensemble des biens et services produits : - soit vendu sur le marché, - soit dont les facteurs de production s'échangent sur un marché.

Productivité marginale du capital (PMK) : quantité de production supplémentaire produite à l'aide d'une unité supplémentaire de capital.

Productivité marginale du travail (PML) : quantité de production supplémentaire produite à l'aide d'une unité supplémentaire de travail.

Productivité totale des facteurs (synonyme pour la productivité multifactorielle des facteurs) : mesure de l'évolution de la technologie. Cela met en relation le changement de la production par rapport aux changements des facteurs de production, ces derniers étant pondérés par leurs parts dans les coûts de production de l'année précédente. Ainsi la productivité totale des facteurs est le changement résiduel de la production qui n'est pas expliqué par les changements des facteurs de production.

Productivité: Rapport entre la quantité produite d'un bien ou d'un service, rapportée à la quantité de facteurs de production.

Produit intérieur brut (PIB): 1. total des revenus gagnés sur le territoire national, y compris par les facteurs de production dont la propriété est étrangère. 2. dépenses totales en biens et services produits sur le territoire national. 3. somme des valeurs ajoutées produites dans l'économie nationale indépendamment de l'origine des facteurs de production. Ces trois définitions sont équivalentes.

Produit national brut (PNB): revenu total de tous les résidents d'un pays, y compris à l'aide de facteurs de production utilisés à l'étranger. Le produit national brut est aussi égal à la somme des valeurs ajoutées produites par les facteurs nationaux de production indépendamment de leur implantation physique.

Progrès technologique accroissant l'efficacité du travail: évolutions de la capacité de production qui accroissent l'efficacité du travail.

Rareté: La rareté des ressources veut dire que les ressources sont produites en quantité limitée. Il faut donc entendre ce terme dans son sens économique et non dans son sens courant. Un tableau de maître est un objet rare au sens du langage courant, car il n'existe qu'à un seul exemplaire. S'il est reproduit, ce ne sont que des copies et non l'original du peintre. En revanche, l'eau minérale disponible dans les hypermarchés est un bien abondant dans le langage courant, car il est aisé de se procurer de l'eau minérale. Mais cela reste un bien rare au sens économique du terme. En effet, même si la production est de 1 million de bouteilles, cela reste une quantité limitée.

Ratio d'endettement: Total des engagements d'une entreprise divisé par le capital social total.

Récession: longue période de baisse du revenu réel.

Réformes structurelles: Le but des réformes structurelles est de créer un environnement favorable par de meilleures politiques en définissant comment les secteurs privés et étatiques peuvent mieux collaborer ensemble d'une manière qui se renforce mutuellement afin de promouvoir la prospérité et la durabilité. Les programmes de réformes structurelles consistent en un paquet de réformes complémentaires, tant sur le plan interne qu'externe.

Règles de la concurrence: Règles antitrust et dispositions connexes (par exemple, la réglementation relative à la propriété intellectuelle) destinées à favoriser ou restreindre la

concurrence et qui peuvent avoir un impact sur les relations d'échanges et d'investissement avec l'étranger.

Relations d'offre verticale: Référence aux relations entre entreprises ou au sein d'une entreprise, en amont et en aval de la chaîne de production d'un produit donné. Ces dernières années, la chaîne de production de tout un éventail de produits et services a eu tendance à se mondialiser.

Rémunération des salariés: Paiement en espèces et en nature des producteurs résidents à leur personnel de salaires et de traitements ainsi que leurs contributions effectives ou imputées aux régimes de sécurité sociale et aux régimes privés de retraite, d'allocations familiales, d'assurance dommages, d'assurance vie, etc. pour le compte de leur personnel.

Réserves obligatoires: Réserves minimales prescrites aux établissements de dépôts. Elles sont fixées par la banque centrale dans les limites stipulées par la Loi pour les établissements de dépôts. Une modification du coefficient de réserves obligatoires affecte le montant de la base de dépôts qu'une institution financière peut mobiliser pour ses opérations de prêts. Les réserves obligatoires sont un instrument de la politique monétaire.

Résilience: Il s'agit de la capacité d'une économie de maintenir la production agrégée pendant et après une crise proche de son potentiel. L'inverse de la résilience est la vulnérabilité d'une économie suite à un choc. La résilience a trois dimensions : 1. La gravité avec laquelle un choc touche la production agrégée, 2. La vitesse avec laquelle une économie retourne à production potentielle. 3. L'évitement des effets d'hystérèse, c'est-à-dire un abaissement permanent du potentiel de production dans une crise grave ou une rupture des activités économiques.

Revenu disponible: Revenu de la nation, des unités institutionnelles, etc., quelle que soit son origine, après déduction de tous les transferts courants payés. Le revenu disponible est égal à la somme du revenu national aux prix du marché et des transferts courants reçus, nets des transferts courants versés, autres que le revenu de la propriété et de l'entreprise.

Revenus des facteurs: Rémunération des salariés par les producteurs et excédent net d'exploitation de ces derniers.

Salariés: Toutes les personnes employées par les entreprises, les administrations publiques et les institutions privées sans but lucratif, et les ménages, à l'exclusion, pour les entreprises non constituées en sociétés, de leurs propriétaires et des membres non rémunérés de leurs familles. Les membres des forces armées sont considérés comme salariés quels que soient la durée et le type du service qu'ils effectuent.

Secteur public: Ensemble du secteur des administrations publiques et de l'ensemble des sociétés publiques, à l'inclusion de la banque centrale.

Sécurité sociale: Ensemble des administrations de sécurité sociale à tous les échelons des administrations publiques. Les administrations de sécurité sociale sont définies comme des mécanismes d'assurance sociale couvrant l'ensemble de la collectivité. Il peut s'agir de mécanismes avec ou sans financement préalable (capitalisation ou répartition). Seuls les systèmes créés par des unités des administrations publiques pour couvrir leurs propres salariés ne sont pas comptés dans les systèmes de sécurité sociale au sein du secteur des administrations publiques. Par exemple, les actifs financiers des fonds de pension des salariés des administrations publiques ne figurent pas dans les actifs financiers du secteur des administrations publiques, mais relèvent plutôt du secteur des assurances.

Service: Production le plus souvent immatérielle, s'échangeant sur un marché (services marchands) ou dont les facteurs permettant de le produire s'échangent sur un marché (services non marchands).

Sociétés publiques: Sociétés qui, entièrement ou principalement, appartiennent aux pouvoirs publics et/ou sont contrôlées par eux. Toutes les institutions financières publiques sont traitées comme des sociétés.

Sociétés: Sociétés anonymes, coopératives, sociétés à responsabilité limitée et autres entreprises financières et non financières qui, en vertu de la loi, des règlements administratifs ou de leur inscription aux registres de commerce, sont considérées comme des entités juridiques indépendantes de leurs propriétaires.

Stabilisateur automatique: politique qui réduit l'amplitude des fluctuations économiques sans aucune modification délibérée des politiques économiques; par exemple, système d'impôt sur le revenu qui réduit automatiquement le prélèvement quand le revenu diminue.

Surveillance: Supervision, assurée par un organisme de contrôle, comme une banque centrale ou un organisme de tutelle distinct, du fonctionnement du système de paiements et du comportement prudentiel des institutions financières. Cette activité consiste notamment à vérifier s'il existe une concurrence suffisante dans le secteur financier.

Taux d'activité: Rapport entre la population active et la population totale en âge de travailler (15-64 ans).

Taux de change (nominal): Prix d'une monnaie dans une autre. Par exemple, le 1er janvier 1999, un euro valait 1.16 dollars des États-Unis, tandis que le prix d'un dollar était de 0.86 euros.

Taux de change effectif: Nominal: c'est un indice composite de la valeur de la monnaie nationale. Plus spécifiquement, il s'agit du taux de change de la monnaie nationale vis-à-vis d'autres monnaies pondérées par leur part dans les échanges ou les paiements internationaux du pays. Réel: Il tient compte des différences de niveaux de prix entre les partenaires commerciaux. Les variations du taux de change effectif réel donnent une indication de l'évolution de la compétitivité externe globale d'un pays en matière de prix.

Taux de chômage: Rapport entre le nombre de demandeurs d'emploi (actifs inoccupés) et la population active.

Taux de croissance annualisé: Taux de croissance sur une période donnée (par exemple, un trimestre ou un semestre) exprimé en taux annuel. Dans les Perspectives économiques de l'OCDE, les chiffres de taux de croissance figurant dans le texte et les tableaux sont indiqués en taux annuels, sauf mention contraire.

Taux de croissance trimestriel: Croissance d'une variable par rapport au trimestre précédent, en rythme annuel. Le calcul et la présentation des taux de croissance, notamment en cas de séries trimestrielles, peuvent prêter à confusion et les paragraphes qui suivent sont donc destinés à clarifier les principes de calcul retenus. On définit généralement le taux de croissance annuel comme le pourcentage de variation d'une variable entre deux années consécutives. De la même façon, on peut calculer des taux de croissance trimestriels correspondant au pourcentage de variation entre deux trimestres consécutifs. Toutefois, il est souvent commode de convertir ces indicateurs de croissance trimestriels sous une forme plus immédiatement comparable avec les chiffres de croissance annuelle, c'est-à-dire de les exprimer en taux annuels. Mathématiquement, cela consiste à porter à la puissance 4 le facteur d'accroissement entre les deux trimestres (obtenu en divisant la valeur actuelle d'une variable par sa valeur au trimestre précédent), d'en soustraire l'unité et de multiplier par 100. En effet, on doit établir le taux de croissance composé sur quatre trimestres pour obtenir un taux de croissance annuel qui résulterait de la poursuite sur une année entière du rythme d'accroissement semi-annuel. En termes d'algèbre simple, si une variable a pour valeurs $X(t)$ un trimestre et $X(t+1)$ le trimestre suivant, la formule de calcul du chiffre de croissance trimestrielle pour la période $t+1$, exprimé en taux annuel, est: $g(t+1) = [(X(t+1) / X(t))^4 - 1.0] * 100$.

Taxe: C'est une contribution versée à l'État correspondant à une affectation particulière.

Termes de l'échange: Ratio des prix à l'exportation aux prix à l'importation.

Théorie de la croissance endogène: modèles de croissance économique qui tentent d'expliquer le taux de progrès technologique.

TIC (ITC en anglais): Technologies de l'information et la télécommunication

Travail à temps partiel involontaire: Cette notion concerne trois groupes: i) des particuliers qui travaillent généralement à temps plein, mais qui ne travaillent qu'à temps partiel en raison d'un ralentissement de l'économie; ii) des particuliers qui travaillent habituellement à temps partiel, mais qui travaillent moins d'heures au titre de leur emploi en raison d'un ralentissement de l'économie; enfin, iii) ceux qui travaillent à temps partiel parce qu'ils ne trouvent pas d'emploi à temps plein.

UE - Union européenne: Elle comprend 28 pays: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Union économique et monétaire: C'est la Zone euro.

Valeur ajoutée: valeur des ventes d'une entreprise diminuée de la valeur des biens et services intermédiaires achetés par elle.

Variables endogènes: Désignent les variables d'un modèle économique ou économétrique expliquées ou prédites par ce modèle.

Variables exogènes: Désignent les variables qui apparaissent dans un modèle économique ou économétrique, mais qui ne sont pas expliquées par le modèle (en d'autres termes qui sont considérées comme données par le modèle).

Volatilité historique: Écart-type des rendements financiers d'un actif calculé sur une période couvrant un certain nombre de dates de négociation passées.

Volatilité: Indicateur du risque ou de l'incertitude auxquels font face les intervenants sur les marchés de capitaux. On peut soit la mesurer à partir des variations antérieures des prix des actifs (voire volatilité historique), soit la déduire de modèles de détermination des prix des instruments dérivés (=volatilité implicite).

Zone euro: Les 19 pays de l'UE qui ont adopté l'euro au 1er janvier 2015: Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal en 1999, rejoints par la Grèce en 2001, par la Slovénie en 2007, par Chypre et Malte en 2008, par la Slovaquie en 2009, par l'Estonie en 2011, par la Lettonie en 2014 et par la Lituanie le 1er janvier 2015.